

Europe

DR. MERKEL III SUR LE FIL GOUVERNEMENTAL

Gabriel Richard-Molard

17/12/2013

Le 16 décembre 2013, la CDU/CSU et le SPD signent un accord de gouvernement pour une « grosse coalition » qui doit durer jusqu'en septembre 2017, après l'approbation massive des militants du SPD. Celui-ci sort-il gagnant des négociations ?

C'est par ces mots que Sigmar Gabriel s'est félicité de la signature de l'accord de coalition. On saura lire entre les lignes que la motivation est là malgré le fait que, parmi les 17,2 millions d'abstentionnistes, on compte surtout ces petites gens qui n'ont pas voté et n'avaient en aucun cas l'intention de voter SPD. Cet électorat-là ne semble plus vraiment être le cœur de cible des partis de la coalition, comme le souligne justement l'éditorialiste du *Spiegel* Jakob Augstein [1]. Et pourtant, c'est elle qui devra diriger un pays qui malgré d'excellents résultats économiques est en proie à une paupérisation galopante de ces « petits ».

C'est avec cet argument que l'aile gauche du parti et tous les jeunes socialistes allemands s'étaient prononcés contre l'accord de coalition le week-end du 7-8 décembre dernier à l'occasion de leur congrès national à Nuremberg. Sigmar Gabriel, qui y assistait, avait alors défendu l'idée que la raison d'Etat pousse à la signature de cet accord justement pour le bien de ces gens-là. Les Jusos (les jeunes socialistes allemands) l'avaient alors chahuté ; la réponse ayant été jugée illisible. Même si Cocteau écrivait dans *Opium* en 1930 que « le comble de l'inélégance est d'avoir une signature illisible », rien ne permet cependant de préjuger de l'élégance, et encore moins du destin des signatures apposées aujourd'hui à cet accord de grande coalition. La force du système politique de la République fédérale d'Allemagne, pour tous les partis confondus, réside en grande partie dans son instinct de survie et de protection de l'intérêt de la République et de la Constitution. Pour d'autres démocraties, comme la démocratie française où la sauvegarde du système politique n'est plus un combat mais est devenue une habitude, ce type d'accords peut paraître étrange et contraire à l'essentiel même du combat d'idées. Et pourtant, est-ce trahir ses idées que de participer au gouvernement au lieu de crier seul dans le désert de l'opposition ? C'est cette question fondamentale pour nos vieilles démocraties que le système allemand, certes avec une histoire différente, nous pose, à nous démocraties où le compromis politique a une connotation péjorative, synonyme de reniement et de défaite idéologique.

[1] Jakob Augstein, « Merkels GroKo-Kabinett: Deutschland fällt in den Tiefschlaf », *Der Spiegel*, 16 décembre 2013 (en ligne :

www.spiegel.de/politik/deutschland/augstein-kolumne-grosse-koalition-sta...).